

Préavis de grève 10 septembre 2025

Madame la ministre,

Nous déposons un préavis de grève, à partir du 10 septembre, jusqu'au 30 septembre pour commencer.

Ce préavis concerne l'ensemble des personnels titulaires, stagiaires, contractuel·les exerçant au sein du secteur JS, affectés en services, établissements ou GIP.

Dans l'immédiat, nous nous opposons fermement au projet de budget présenté par le gouvernement. Sous prétexte de « faire des économies » pour « maîtriser les dépenses publiques », le budget proposé est en réalité un plan d'austérité qui n'a qu'une seule ligne directrice : faire payer la crise de leurs politiques libérales aux travailleurs et travailleuses, aux retraité·es, aux jeunes, aux plus précaires, aux privé·es d'emploi, aux étudiant·es... C'est inacceptable.

Ce projet mortifère délaisse l'indispensable bifurcation écologique, s'attaque aux services publics qui sont le bien commun, détruit notre système de protection sociale, prévoit le gel (et donc la baisse) des salaires dans la fonction publique ainsi que le gel (et donc la baisse) de l'ensemble des prestations sociales. Par ailleurs, le patronat prépare déjà de nouvelles attaques sociales si nous ne repoussons pas ce plan d'austérité. Il demande de supprimer 1,5 million d'emplois dans la fonction publique, d'imposer une centaine d'heures de travail supplémentaire par an, de mettre en place des retraites par capitalisation...

Depuis plusieurs années, nous dénonçons les offensives incessantes contre la fonction publique et le secteur JS dans son ensemble : réformes destructrices, réductions des moyens, suppressions d'emplois, transformations régressives des instances sociales, dispositifs déconnectés des besoins, attaques contre les droits des personnels avec la récente baisse de l'indemnisation du congé maladie ordinaire y compris pour les femmes enceintes.

A cet égard, l'égalité entre les femmes et les hommes doit faire l'objet d'une mise en œuvre concrète dans sa dimension salariale : à travail égal, salaire égal. En 2024 les femmes ont continué à subir les temps partiels imposés, les carrières ralenties, les discriminations salariales tout comme les violences sexistes et sexuelles, y compris sur leur lieu de travail.

La population exprime pourtant de manière très forte la nécessité d'avoir accès à des services publics de qualité partout dans les territoires.

Nous revendiquons notamment :

- ➔ une politique JS ambitieuse dans un ministère JS de plein exercice
- ➔ une relance du Service Public JS avec un budget à la hauteur des enjeux (1% du budget de l'État)
- ➔ la fermeture de l'agence nationale du sport et le transfert des moyens du SNU vers des politiques émancipatrices pour la jeunesse et les associations
- ➔ un recrutement massif d'agents titulaires lors des 5 prochaines années
- ➔ des réponses concrètes aux défaillances et difficultés RH et d'organisation
- ➔ a mise en place d'un véritable dialogue social

Ce préavis est destiné à permettre à tous-tes les agents-es de la fonction publique d'exprimer et faire prendre en compte leurs revendications dans tous les domaines précités et de faire valoir leurs droits dans toutes les situations.

Solidaires Jeunesse et Sports

06 86 63 17 91 / solidairesj@net-c.com / www.solidaires-jeunesse-sport.org